

Réf: Accom DEROGATION 2005/3

Résumé de l'avis du 26 août 2005 relatif à une demande de dérogation à la règle limitant le montant des honoraires pour la prestation d'autres services que les missions légales du commissaire (ratio « one to one ») visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés

▪ **Introduction / Objet de la demande d'avis**

Le Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire (ci-après, le Comité) a été saisi par un commissaire sur base de l'article 133, alinéa 6, 2° du Code des sociétés, d'une demande d'avis préalable au sujet d'une dérogation à la règle dite « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Ladite règle « one to one » impose aux commissaires (ainsi qu'à leur réseau) de certaines sociétés, l'interdiction de prêter des services autres que les missions qui sont confiées par la loi au commissaire, dans la mesure où le total des rémunérations afférentes à ces services dépasserait les émoluments pour l'exercice du mandat de commissaire.

▪ **Principaux éléments du dossier**

Le requérant est le représentant permanent du commissaire d'une société mère de droit belge qui fait partie d'un groupe international. Au niveau de la société faitière internationale, un comité d'audit a été institué. Ce comité d'audit est chargé d'approuver les prestations de services non-audit complémentaires au cas où le total des rémunérations afférentes aux services non-audit atteint un montant supérieur à 50 pourcent des honoraires pour les services audit pris en considération au niveau du groupe. Selon le requérant, tel n'est pas le cas au moment de l'introduction de sa demande.

Il n'y a pas de comités d'audit institués au niveau des sociétés de droit belge.

La société de droit belge a fait appel au réseau du commissaire pour la prestation de certains services spécifiques non-audit, à savoir la consultance et l'assistance dans le cadre des déclarations fiscales à établir par des cadres étrangers employés en Belgique, ainsi que des consultations de nature fiscale dans le cadre de l'impôt des sociétés et de la TVA, pour l'exercice 2005.

Le requérant a confirmé que les missions de nature fiscale envisagées ne comportent aucune représentation de la société contrôlée dans la résolution de litiges. De l'avis du requérant, ces prestations ne sont pas interdites et ne mettent pas en cause son indépendance en tant que commissaire.

Sur base des informations communiquées par le commissaire, tant la compatibilité du contenu détaillé des missions, que les honoraires proposés pour les prestations envisagées, ont été préalablement soumis pour approbation au commissaire de la société fa ti re internationale. Les honoraires afférents aux services non-audit font l'objet d'un rapport annuel par ce commissaire au comité d'audit international.

En ce qui concerne en particulier le respect de la règle « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés, le requérant déclare qu'une dérogation ne s'impose pas dans l'état actuel des prestations de services effectuées et envisagées pour la société de droit belge. Au moment de l'introduction du dossier de demande de dérogation, le ratio one to one est toutefois quasiment dépassé, et il est vraisemblable que la société de droit belge demandera au réseau du commissaire d'assurer, encore dans le courant de l'exercice 2005, des prestations de services complémentaires de même nature fiscale.

Le commissaire ne sera dès lors en mesure de respecter les dispositions précitées du Code des sociétés et ne pourra effectivement prester lesdits services, que s'il obtient du Comité une dérogation à la règle one to one.

Etant donné qu'il s'avère difficile de déterminer avec précision le montant afférent aux prestations de services de nature fiscale qui seront encore demandées dans le courant de l'exercice 2005, le commissaire sollicite une dérogation à la règle one to one, compte tenu d'un montant maximum des honoraires afférents à la prestation de services de nature fiscale, à savoir la consultance et l'assistance dans le cadre des déclarations fiscales à établir par des cadres étrangers employés en Belgique, ainsi que des consultations de nature fiscale dans le cadre de l'impôt des sociétés et de la TVA, pour l'exercice 2005.

On déduit des informations communiquées par le requérant, qu'il n'y a pas eu de prestation d'autres services non-audit aux filiales de la société de droit belge. Il n'y a donc pas de dépassement de la règle one to one à relever au niveau des filiales de la société de droit belge.

▪ **Avis du Comité (dérogation)**

Aspects de procédure

Le requérant a confirmé par écrit avoir transmis au Comité toutes les informations utiles en vue d'un examen correct de ses demandes, et ce conformément à l'article 2, alinéa 7 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 en exécution de l'article 133, alinéa 10 du Code des sociétés visant la création du Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire.

Conformément à l'article 1^{er}, alinéa 5 du même arrêté royal, les experts désignés respectivement par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises et par le Conseil Supérieur des Professions Economiques ont été invités à donner leur avis sur le dossier.

Nature et portée de l'avis

L'avis formulé ci-après a été rendu sur base de l'article 133, alinéa 6, 2^o du Code des sociétés qui investit le Comité du pouvoir d'accorder des dérogations au respect de la règle « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Compatibilité de la prestation des services visés avec l'exercice du mandat de commissaire

Sans préjudice des dispositions applicables du Code des sociétés, de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Reviseurs d'Entreprises et des arrêtés d'exécution de ces lois, la compatibilité des services non audit concernés avec l'exercice indépendant de la fonction de commissaire doit s'analyser, dans le cas présent, plus précisément au regard du prescrit de l'article 183 ter (6^o) de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, introduit par l'article 2 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire.

La disposition précitée énonce que le commissaire ne peut se déclarer indépendant dans les cas où lui-même ou une personne de son réseau représente la société contrôlée dans le règlement de litiges fiscaux ou autres.

Le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 4 avril 2003 relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire précise par rapport à cette disposition que les prestations relatives à des conseils en matière fiscale ne sont interdites ni par la Recommandation européenne du 16 mai 2002 en matière d'indépendance des commissaires, ni par la nouvelle législation américaine. Le même rapport ajoute qu'en raison du caractère ouvert de l'économie belge, il ne semble pas justifié d'inclure dans la liste des prestations interdites celles relatives à des conseils en matière fiscale. En revanche, le même rapport estime qu'un commissaire ou qu'une personne de son réseau qui intervient dans la résolution de litiges au nom de la société contrôlée, joue un rôle incompatible avec sa responsabilité de commissaire pour rendre un jugement objectif sur les comptes annuel.

D'après les informations transmises par le commissaire, les services non-audit qui seraient confiés par la société de droit belge au réseau du commissaire durant l'exercice 2005, portent sur de la consultance et de l'assistance de nature fiscale dans le cadre des déclarations à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt de non-résidents à établir par des cadres étrangers employés en Belgique, ainsi que sur certains services dans le domaine de l'impôt sur les sociétés et de la TVA. Il ne ressort ni de la description de ces services telle qu'elle figure dans le dossier qui a été transmis au Comité, ni de l'examen qui en a été fait, que la prestation de ces services par le réseau du commissaire serait susceptible de menacer l'indépendance du commissaire et qu'en agissant de la sorte le commissaire accomplirait un rôle de représentation incompatible avec sa responsabilité de commissaire ou encourrait un risque d'autor vision. Le requérant a par ailleurs confirmé que les missions de nature fiscale envisagées ne comportent aucune représentation de la société contrôlée dans la résolution de litiges (pour des cas similaires, voir Accom Dérogation 2004/1 et 2005/2).

Examen de la demande de dérogation à la règle « one to one »

Le Comité constate que la société de droit belge est soumise aux règles du groupe international en matière de gouvernance d'entreprise.

Le Comité a également pris connaissance des procédures internes suivies par le commissaire dans le souci de respecter les règles en matière d'indépendance.

Le Comité constate dans le cas d'espèce que le dépassement du ratio à la suite des prestations de services envisagées, sera relativement limité, et, que si le ratio était calculé au niveau du groupe, il n'y aurait pas de dépassement, ou que le dépassement ne serait que marginal.

Compte tenu de ce qui précède, le Comité est d'avis que l'indépendance du commissaire de la société de droit belge ne sera pas ou ne risque pas d'être mise en cause quant au fond du fait que les honoraires pour les prestations de services de nature fiscale, telles qu'envisagées, dépasseront de façon limitée les émoluments attribués au commissaire pour le mandat qu'il exerce durant ce même exercice.

▪ **Dérogation**

Pour les motifs exposés ci-avant, le Comité a décidé d'accorder au commissaire de la société de droit belge concernée la dérogation demand e au respect de la règle one to one prévue à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

La dérogation porte sur les seules prestations de services de nature fiscale susvisées, qui seront assurées par le réseau du commissaire pendant l'exercice 2005, à concurrence d'un montant maximum.

Toute autre prestation de services complémentaires au cours de l'exercice 2005 par le commissaire (et son réseau) ne pourra être acceptée sans l'introduction d'une nouvelle demande de dérogation auprès du Comité et l'obtention d'une dérogation complémentaire de la part de ce dernier.

En ce qui concerne le passage à introduire dans le rapport annuel 2005 de la société de droit belge au sujet des honoraires afférents aux autres prestations de services, le Comité recommande au commissaire d'y faire inclure une mention explicitant que la règle one to one prévue par l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés a certes été dépassée, mais que ce dépassement est couvert par une dérogation accordée par le Comité.

Cette dérogation est renouvelable pour des exercices ultérieurs moyennant l'introduction d'une demande d ment motivée.